

Partenariat



PlanGuinée, les enfants et les Communautés ... *Tous les enfants ont des droits*

Partenariat N° 143

Revue Mensuelle

juillet 2004

SOMMAIRE

ARTICLES

PAGES

<i>Journées de réflexion sur l'enregistrement des naissances.....</i>	<i>1</i>
<i>Les enfants communiquent.....</i>	<i>2</i>
<i>Formation des agents de santé.....</i>	<i>2</i>
<i>Le développement communautaire et nous.....</i>	<i>3</i>
<i>Les frontliners au rendez-vous du Peer review.....</i>	<i>4</i>
<i>En exclusivité avec le Secrétaire Administratif du COPPIG.....</i>	<i>4</i>
<i>Mois de l'enfant.....</i>	<i>7</i>
<i>Rapport mensuel de production des communications de partenariat.....</i>	<i>8</i>

JOURNEES DE REFLEXION SUR L'ENREGISTREMENT DES NAISSANCES

PlanGuinée en collaboration avec les Départements de la Décentralisation et de la Justice, a organisé les 10 et 11 juin à l'Hôtel du Mont Nimba des journées de réflexion sur l'enregistrement des naissances.



Les Secrétaires Généraux chargés des collectivités Décentralisées

Cette rencontre a réuni les Secrétaires Généraux chargés de la Décentralisation, les Secrétaires

Généraux de Commune, les Greffiers en chef de la zone Programme PlanGuinée, le Maire de Kissidougou, les Représentants des Agents Techniques de Santé Communautaire (ATSC), le Chef Section Etat Civil du Ministère de l'Administration du Territoire et de la Décentralisation ainsi que le Directeur National chargé des Sceaux et le Greffier en chef de la Cour d'Appel de Conakry, représentants du Ministère de la Justice.



Coordinateur National entouré de la Directrice du Programme et du Coordinateur de la zone sud

D'entrée de jeu, M. Mohamed BAH, Directeur des Communications à PlanGuinée a fait un bref exposé sur la mission et la vision de Plan pour rafraîchir la mémoire des participants. Il a ensuite parlé de l'historique de PlanGuinée, de ses zones d'intervention et de l'approche basée sur le partenariat, la transparence et l'appartenance communautaire.

Revenant sur le sujet qui a réuni plus d'une trentaine de participants, M. Mohamed BAH, Directeur des Communications de PlanGuinée a donné les grandes orientations de la rencontre et du projet à savoir : réfléchir sur l'enregistrement à la naissance de façon générale, l'établissement du jugement supplétif, définir les stratégies pour l'extension du projet sur toute la Guinée, discuter de la revue à mi-parcours du projet. Le projet a pour but de renforcer les méthodes et systèmes existant en matière d'état civil, faciliter l'accès à l'enregistrement à un prix abordable.

Le projet s'est fixé pour objectifs de faciliter le processus de l'enregistrement des naissances à tous les niveaux en Guinée, permettre à tous les enfants guinéens d'avoir un acte de naissance valable à un prix abordable, de renforcer la collaboration entre les services d'état civil et les services de santé, de renforcer les capacités des Organisations Communautaires de Base (OCB) dans la promotion de l'enregistrement à la naissance, d'impliquer les autorités locales, les leaders communautaires dans le processus, de faire des sensibilisations à tous les niveaux pour promouvoir l'enregistrement des naissances, de faire le plaidoyer au niveau du gouvernement afin d'introduire des textes clairs en matière d'état civil, le cas échéant actualiser et améliorer la législation existante.

Les participants ont ressorti la situation actuelle liée à l'appui en registres de naissance cotés et paraphés, en cachets, en cahiers de village, à la session de recyclage des différents intervenants dans l'enregistrement des naissances, à la campagne de recensement pour évaluer les besoins en jugement supplétif pour les enfants non-enregistrés à la naissance...

Par ailleurs, ils ont dégagé les difficultés rencontrées dont entre autres : le faible niveau d'implication de certaines autorités et leaders locaux, des erreurs dans le remplissage des volets, le non respect des délais d'enregistrement, la lenteur dans la transmission des volets à la Justice et à la Préfecture (Service des Statistiques), la mauvaise conservation des archives. Les parents confondent également l'acte de naissance et la déclaration de naissance.

Plusieurs autres points ont été débattus tout en essayant de trouver des propositions de solutions qui seront soumises aux autorités compétentes en la matière.

A la fin des travaux, le Coordinateur National de PlanGuinée, a remercié tous les participants pour la qualité du travail qui a été fait et de la franche collaboration qui existe entre les différents acteurs impliqués dans le projet.

Marcel DIAORA

LES ENFANTS COMMUNIQUENT

Dans le cadre de la mise en pratique du concept CCCD (Child Centered Community Development) ou le Développement Communautaire Centré sur l'Enfant (DCCE), un atelier de rafraîchissement de mémoire a été organisé dans les zones du 17 au 21 mai 2004. L'objectif principal de la rencontre était axé sur la rédaction des lettres par les Enfants Affiliés à leurs Partenaires d'Outre-Mer. Tous les animateurs

Communautaires (ACs) ont participé activement aux débats et ont pris le ferme engagement de restituer fidèlement le contenu aux familles et à toutes les personnes susceptibles de participer à la rédaction des lettres que les enfants envoient à leurs partenaires.

Cette fois-ci, nous devons faire en sorte que les enfants eux-mêmes écrivent leurs lettres. Si l'enfant ne peut pas écrire lui-même sa lettre, un membre de sa famille, un ami, un voisin ou un autre membre de la communauté est habilité d'aider l'enfant. Le contenu de cette lettre doit être dicté par l'enfant ou son parent le plus proche à surtout les frères et sœurs. En lisant la lettre, le partenaire doit entendre ou ressentir la voix de son enfant. Le rédacteur doit transcrire les émotions, les sentiments et les vœux de l'enfant. L'impact de la présence de Plan dans la communauté sera manifesté dans la lettre pour mettre le partenaire à l'aise quant à l'utilisation de ses contributions. Le rédacteur doit relire ce qu'il a écrit à l'enfant pour que celui-ci se rassure que sa volonté a été vraiment exprimée. Le rédacteur est prié de communiquer avec l'AC qui relira la lettre pour s'assurer qu'elle est conforme aux règles régissant le contenu des communications de partenariat.

Travaillons la main dans la main pour notre bonheur, celui de nos enfants et de leurs familles et pour le développement de nos communautés.

Mamadou Tanou DIALLO

FORMATION A MACENTA

La Direction Préfectorale de la Santé de Macenta en collaboration avec les communautés et PlanGuinée a organisé du 14 au 18 mai la formation des responsables des Centres de santé et des Superviseurs ATSC sur une nouvelle approche de supervision : la supervision facilitante.

Ceci pour atteindre les objectifs de performance planifiés par le volet Santé du Département du programme de Plan Guinée et des DPS de la zone de programme.

Cette formation devra aider les équipes cadres à soutenir les agents de terrain dans le long processus de l'amélioration de la qualité des services par la mise en place d'un plan de supervision au niveau communautaire.

La formation a regroupé 29 participants et a durée 5 jours. Les formateurs de l'équipe cadre de la DPS appuyée par le conseiller en santé de Plan Guinée ont animé les débats.

LE CCCD ET NOUS

Le concept CCCD (Développement Communautaire Centré sur l'Enfant) est une approche qui veut que l'enfant soit au centre de toute action de développement concernant sa communauté. Ainsi, l'enfant pour qui Plan travaille pour améliorer la qualité de vie et lui offrir son bien-être doit être la première personne à être concernée par tout programme de développement communautaire entrepris par Plan et les communautés elles-mêmes.



Les enfants du district de Iyezou, Fassankony avec le béton en tête lors du coulage d'un pont le 29 juin

L'approche veut que pour tout projet de développement donné, l'enfant qui est au sein de la communauté prenne part à la conception, l'étude, la réalisation, la gestion, le suivi et l'évaluation du dit projet. Il est aussi très important de dire que l'initiative de certains projets doit venir des enfants eux-mêmes, ce qui permettra la réalisation de leur propre rêve.

Mais quelque part, les adultes se posent la question de savoir s'il faut laisser la réalisation et la gestion des projets à la portée des enfants.

Avec un bon suivi et un encadrement, certains enfants sont en mesure de réfléchir sur les sujets concernant leur bien-être, prendre des décisions ou faire des propositions positives allant dans le sens du développement de leur communauté.

Nous devons désormais donner la chance aux enfants d'utiliser leur potentiel à réfléchir et à donner leur point de vue sur les questions concernant leur bien-être. Les enfants doivent exprimer librement leurs priorités ce qui permettra à Plan de mieux atteindre ses objectifs.



Vue de la salle de formation

Durant les 5 jours, les participants s'étaient fixés pour objectifs de se familiariser à l'approche facilitante de la formation, définir le rôle des superviseurs, se familiariser aux moyens efficaces pour motiver le personnel, définir les caractéristiques et les compétences des superviseurs facilitants, se familiariser aux approches et outils qu'on peut utiliser pour améliorer la qualité des services, définir les aspects à prendre en considération pour mieux planifier et mener une supervision médicale facilitante, identifier les contraintes à la supervision facilitante et proposer des solutions pour lever les contraintes.

Des jeux de rôles, des travaux de groupe, des questions réponses etc. ont donné des bases aux participants en vue de leur permettre de passer du niveau de superviseur traditionnel à celui du superviseur facilitant.



Le Conseiller en santé remet l'attestation à une participante

Au terme des travaux, le séminaire a recommandé la mise à la disposition des participants des outils et matériels nécessaires à la supervision facilitante de qualité, la restitution de la formation à tous les niveaux, assurer un suivi post formation sur le terrain.

OUO-OUO SAKOUVOGUI

Le CCCD n'a pas pour objectif de marginaliser les adultes mais plutôt de prouver aux enfants qu'ils sont membres actifs et intégrants de leur communauté, donc intéressés par le développement de celle-ci, en les donnant la chance de participer.

Donnons la chance aux enfants de s'exprimer librement. Donnons-leur la chance de participer activement. Ainsi, nous nous rendons finalement compte que le CCCD n'est pas un nouveau concept, mais, plutôt une réalité qui était cachée dans nos connaissances et nos expériences qu'il fallait extérioriser dans le cadre de la promotion de la participation de l'enfant.

*Tamba Yiyi TOLNO,
Agent de Collecte Yomou*

LES FRONTLINERS AU RENDEZ-VOUS DU PEER REVIEW

Le Département des Communications de PlanGuinée a organisé deux rencontres de sensibilisations sur la Revue des Pairs à Macenta et à Yende, les 24 et 26 Mai 2004 à l'intention des Chefs de Bureau (CB), des Agents Techniques des Communications (ATC) et des animateurs Encadreurs (AE), les principaux acteurs de l'avant garde dans le programme de Plan.

Les Agents du Département ont échangé les idées et partagé les expériences avec ces Agents de Terrain sur les modalités du Revue par Pair. Ce travail, très important dans la production et le traitement des communications de partenariat, consiste à vérifier les données des enfants contenues dans leurs dossiers individuels d'une part. D'autre part, ces mêmes données sont à confirmer ou infirmer dans les familles pour s'assurer que les informations portées sur le dossier des familles correspondent à la réalité.

Mamadou Tanou DIALLO

EN EXCLUSIVITE AVEC LE SECRETAIRE ADMINISTRATIF DU COPPIG

Dr Antoine Faya Millimouno est Pharmacien de profession. Depuis 1999, il est l'Administrateur du CO.P.P.IG (Comité de Pilotage des Projets d'Intérêt Général), une initiative des communautés et de PlanGuinée.

La Rédaction de la Revue PARTENARIAT a rencontré Dr. Antoine Millimouno pour parler de COPPIG, sa structure, la gestion des projets...

Pouvons-nous savoir ce que le COPPIG fait ?

Dr Antoine Faya MILLIMOUNO : Le COPPIG, c'est le Comité de Pilotage des Projets d'Intérêt Général. Les projets qui couvrent toute la Préfecture voire qui couvrent la zone PlanGuinée.



*Dr. Antoine Faya MILLIMOUNO,
Administrateur de COPPIG, Guéckédou*

Le COPPIG a été créé en 1999 sous l'initiative des communautés et de Plan. Au départ, il était un peu difficile de cerner la gestion des projets qui couvraient toute une localité parce qu'il fallait mettre des petits comités de gestion par-ci et par-là. On ne pouvait pas tellement les suivre. Donc, les communautés ont eu l'initiative avec Plan de mettre en place un comité de gestion qui aurait la charge de gérer tous ces projets d'intérêt général tels que les projets MST/SIDA, Enfant pour Enfant et tel que vous le voyez maintenant, la réalisation de l'hôpital de Gueckédou, la construction de la Direction Préfectorale de l'Education, du Centre de Formation Professionnelle...

Vous avez parlé de gestion quelque part. Aujourd'hui, après les incursions des rebelles en 2000-2001, il y a la réalisation de certains projets comme l'hôpital, la Direction Préfectorale de l'Education (DPE)...Comment vous gérez ces différents projets ?

Dr Antoine : Ces différents projets sont gérés par le COPPIG et c'est très simple parce qu'en fait, c'est d'abord sur la base de la confiance que nous avons été choisis par la communauté.

Comme Plan respecte ses engagements avec les communautés, il a mis à notre disposition des fonds destinés à la réalisation de ces différents projets. Le COPPIG pilote ces projets : l'achat des matériaux, le paiement des ouvriers et tout ce qui s'en suit. C'est Plan qui met à notre disposition et vire à notre compte les fonds nécessaires pour la réalisation des différents projets.

Pouvons-nous savoir les bailleurs de fonds de ces différents projets ?

Dr Antoine : Pour le cas de l'hôpital, de la DPE, du CFP, du poste de santé de Nongolo, l'école primaire

de Nongolo et du Centre de santé de Sokoro, c'est l'USAID qui a donné l'argent et les projets sont pilotés par Plan. Donc le bailleur, c'est l'USAID. Cette Agence américaine de développement international confie les fonds à PlanGuinée qui est le Maître d'Ouvrage délégué. PlanGuinée nous les remet en tant que représentants de la communauté pour l'exécution des projets.

La communauté a-t-elle participé ?

Dr Antoine : La communauté a vraiment bien participé parce que les ouvriers ont été choisis, identifiés par elle. Ces ouvriers ont réalisé tout ce que vous voyez : l'hôpital, la DPE, le CFP et tant d'autres que je viens de citer plus haut. Cette participation a été vraiment massive. C'est des gens qui ont été très motivés. Donc, nous n'avons pas cherché les entrepreneurs ailleurs parce qu'ils nous coûteraient très chers et, quelque part ils auraient bloqué le processus du fait de leur exigence. Avec la variation des prix sur le marché, ils ne pouvaient pas supporter les frais parce qu'ils n'allaient pas travailler à perte. Mais, la communauté

sait que les édifices leur appartiennent voilà pourquoi toute la communauté s'est engagée dans les travaux. Cela fut un grand apport de la communauté.



La bibliothèque préfectorale de Guéckédou

Quel est le coût de chacun des projets que vous gérez ?

Dr Antoine : Oui ! Nous allons commencer par l'hôpital puisque nous nous y trouvons dans l'enceinte. Pour l'hôpital préfectoral de Gueckédou, il a été alloué un montant de 315. 390. 598 FG y compris les frais d'études. Pour l'équipement, il a été accordé un montant de 185. 257. 300 FG.

Pour le Centre de Formation Professionnelle (CFP), il a été accordé un montant de 389. 509. 603 FG y compris les frais d'études. L'équipement coûtera 208. 750.000 FG. Il a été alloué à la DPE un montant de 166. 835. 884 FG y compris les frais d'études et, pour l'équipement, un montant de 56. 895. 640 FG. L'école élémentaire de Nongolo financée à hauteur de 35. 980. 600 FG.

Le poste de santé de Nongolo pour un montant de 18. 830. 750 FG y compris les frais d'études. Le montant net que le COPPIG gère est de 15. 773. 750 FG.

Le Centre de santé de Sokoro qui vient de démarrer et pour lequel nous avons reçu le premier virement de 19. 643. 789 FG. Mais le coût total de la réalisation s'élève à 121. 722. 716 FG. Il y a aussi d'autres projets comme la sensibilisation contre le VIH/SIDA , pour la formation des Agents techniques de santé ; un projet de 83.000.000 FG ; celui de la formation facilitante pour les ATS pour un montant de 12.000.000 FG ; le projet d'équipement du Centre de santé de Tékoulo que nous avons également en charge.

Tous ces projets sont-ils financés par l'USAID ?

Dr Antoine : Tout ce que je viens de vous cité sont des projets financés par l'USAID. Mais nous avons également d'autres projets financés par Plan que nous avons exécuté. Nous avons la bibliothèque qui a évolué en même temps que les grands projets pour un montant de 76. 139. 579 FG et un équipement de 71. 997. 000 FG. Il y a également 11 postes de santé qui sont le financement de PlanGuinée. Ils seront bientôt intégrés parce que l'équipement et les médicaments sont en place.

Est-ce que vous avez été le seul à gérer ou vous avez des collaborateurs avec lesquels vous avez travaillé ?

Dr Antoine : Je vous l'ai dit tantôt que c'est un comité et, comité veut dire qu'il y a des gens qui travaillent ensemble. Ce comité est composé de 13 membres dont un Bureau Exécutif de 5 membres.

Le Bureau Exécutif est composé d'un Président : Dr Lansana SOLANO

Secrétaire Administratif : Dr Antoine Faya MILLIMOUNO

1^{ère} Gestionnaire : Mme Sia Bassira BOIDOUNO

2^{ème} Gestinaire : Mme Rachel SOKOUVOGUI

Secrétaire du comité de gestion : El Hadj Moriké KABA

Donc, c'est le Bureau Exécutif en principe qui coordonne les activités, qui fait la gestion avec évidemment l'appui des autres membres qui sont là. Nous avons besoins dès qu'un membre est absent de le remplacer. Nous avons donc les autres membres dits permanents qui viennent aussi voir l'évolution des travaux. C'est donc un Bureau de 13 membres qui est dirigé par une équipe de 5 personnes.

Quelle a été la collaboration entre le COPPIG, les communautés bénéficiaires, les ouvriers, les agents de suivi de West ingénierie, les animateurs Encadreurs... bref tous ceux qui ont participé à la réalisation de ces différents projets ?

Dr Antoine : Je dirai que la collaboration a été très franche. Franche en ce sens que nous sommes aujourd'hui sur le point d'inaugurer ces bâtiments. Du

jour de l'implantation jusqu'aujourd'hui, il n'y a pas eu d'incident. Pas du tout. Donc les ouvriers qui sont l'émanation de cette communauté et qui ont accepté volontairement faire ces réalisations, je vous l'avoue, ils ont vraiment bien collaboré avec le comité de gestion parce que partout où on envoyait un ouvrier pour faire ceci ou pour faire cela évidemment avec l'appui du chef de chantier, les choses se passaient sans problème.

West Ingénierie, il y a eu une parfaite collaboration parce que chaque fois qu'on attirait leur attention sur les difficultés que l'on rencontrait, l'information était partagée et ensemble on prenait les dispositions.

Je ne parlerai pas des responsables de PlanGuinée. A ce niveau tout le monde a été motivé ; chacun s'est intéressé à ces projets et ensemble nous avons pris ces projets à deux mains / ce qui nous a permis aujourd'hui de les finir.



La DPE de Guéckédou avant les derniers travaux

Tout le monde a été mêlé à cette gestion y compris les ouvriers. Ils ont leur représentant qui est le chef de chantier. La main d'œuvre simple se paye devant tout le monde ; c'est quelque chose qui ne se cache pas. Puisqu'on ne pouvait pas être partout, nous avons aussi identifié des gens que nous avons placés au niveau de ces différents projets. Ils sont là avec les ouvriers. Jour et nuit les gens travaillent et la main d'œuvre est immédiatement payée. Donc chacun a été mêlé à cette gestion. Donc, l'information passe. Voilà ce qui nous a permis d'évoluer vite parce qu'en matière de gestion communautaire, il ne faut pas cacher. Il faut travailler avec les autres.

Ces édifices profiteront à tout le monde. Ils profiteront à la communauté de Gueckédou en particulier et en général à toutes les communautés de ce pays parce que n'importe qui viendrait ici pour un séjour trouvera du plaisir à venir. Ou les gens viennent pour travailler ou bien ils viendront pour se soigner ! Ou ils viendront pour étudier ou pour enseigner. Donc ces projets seront profitables à tout le monde.

Est-ce que les enfants ont effectivement participé à la réalisation de ces différents projets ? S'ils ont participé, pouvez-vous nous dire comment ?

Dr Antoine : Les enfants ont effectivement participé.

En fait, c'était d'abord une joie pour tout le monde et même pour ces enfants de voir ces édifices pousser ; ça les attirait. De façon inconsciente, ils venaient travailler. Chacun pouvait prendre un bois, un morceau de caillou..., c'est une participation de façon inconsciente. Ils viennent et voient les gens travailler ; ils les entourent et travaillent avec eux. D'autres venaient puiser de l'eau au forage qui est tout près du chantier ou dans le bassin. Puiser de l'eau est un plaisir pour eux. Ils ne savent pas qu'ils participent mais cela est déjà une participation.



Le bloc administratif de l'hôpital de Gueckédou

Au bout du rouleau, ils savent que l'hôpital, c'est là où ils auront leur santé. La DPE, le CFP, la bibliothèque, l'école de Nongolo c'est là où ils auront l'instruction.

Les enfants de façon inconsciente ont participé parce qu'il y avait l'engouement dans le travail et c'est pour la première fois après la guerre que l'on voit des édifices de ce genre pousser à Gueckédou. Bref, il y avait l'engouement à tous les niveaux aussi bien au niveau des enfants qu'au niveau des grands.

Votre dernier mot !

Dr Antoine : Je remercie la Direction de PlanGuinée, les communautés qui ont bien voulu nous porter confiance et nous confier la gestion de ces grands projets. C'est vrai. Je remercie également tous les collaborateurs pour la compréhension et la parfaite collaboration qu'il y a eu. Aux agents de l'audiovisuel également qui ont souvent couvert les activités dans les zones, je dis merci car les images et l'information sont des éléments de motivation.

A TansCons, je dirai également merci parce qu'en fait, il est arrivé des moments où nous avons travaillé sur des dossiers ensemble.

A West ingénierie et aux représentants des Travaux publics et de l'Habitat un grand merci pour la collaboration.

Propos recueillis par Marcel DIAORA

MOIS DE L'ENFANT

La journée du 16 juin 2004 a été célébrée dans la zone PlanGuinée par l'organisation de plusieurs activités. Le 16 juin considéré depuis plusieurs années par l'Union Africaine comme la journée de l'enfant africain est la date que cette Organisation garde en souvenir du massacre des enfants noirs de Soweto (Afrique du Sud) par le régime de l'apartheid à l'époque pour avoir revendiqué l'égalité dans tous les domaines entre tous les enfants.



Les majorettes de la forêt pendant le défilé

A N'Zérékoré, les enfants, les jeunes, les majorettes, le Club UNESCO des jeunes, l'Association pour la Défense des Droits de l'Enfant et de la Femme (ADDEF) et la fanfare du Camp Béhanzin ont marqué cette journée par l'organisation d'un carnaval de la place des Martyrs à la maison régionale des jeunes.

A la maison régionale des jeunes, les festivités ont été placées sous le parrainage de M. Charles Ioty KPOGOMOU, Secrétaire Générale de la Commune de N'Zérékoré et Mme Catherine SAGNO. On notait la présence du Coordinateur National de PlanGuinée, de la Directrice de la Promotion Féminine et de l'Enfance et de plusieurs autres cadres de la Préfecture et de PlanGuinée.

Plusieurs activités ont été présentées dont : la démonstration des majorettes de la forêt, le théâtre sur les extraits de naissance et les droits de l'enfant, sur les grossesses non désirées, sur les conséquences de la consommation du tabac par les enfants ; les saynètes sur l'abandon des enfants, les droits des enfants, et l'exploitation économique des enfants...

Plan

Marcel DIAORA

Le bureau national de PlanGuinée déménage de la Commune de N'Zérékoré vers la Commune de Kissidougou. Tous le personnel et l'équipement du bureau national seront installés et fonctionnel dans la ville de Kissidougou avant la fin du mois d'août 2004.

Le bureau de zone de Zalikwèlè reste sur place pour servir les Préfectures de Yomou et N'Zérékoré.

REDACTION

Programme

La nouvelle année fiscale de PlanGuinée commence avec des nouveaux responsables de Zone PlanGuinée comme suit :

1. Jaques TOUNKARA, Zone Manager, N'Zérékoré /Yomou
2. Joseph Gbaka SANDOUNG, Zone Manager, Macenta
3. Sâa Michel KAMANO, Zone Manager, Kissidougou
4. Le/la Zone Manager de Gueckédou à identifier plus tard.

Directeur de publication : Ousmane Raymond SEYE

Rédacteur en chef : Mohamed BAH

Rédacteurs :

Mamadou Tanou DIALLO

Marcel DIAORA

Saliou DIALLO

Secrétariat : Marcel DIAORA

RAPPORT MENSUEL DE PRODUCTION DES COMMUNICATIONS DE PARTENARIAT

MOIS DE JUIN 2004

KISSIDOUGOU		GUECKEDOU		MACENTA		ZALIKWÈLÈ	
CRD	%	CRD	%	CRD	%	CRD	%
Albadaria	93	Bolodou	99	Balizia	97	Bowé	99
Banama	92	Fangamadou	100	Binikala	91	Yomou	98
Bardou	100	Guéckédou	100	Bofossou	100	N'Zérékoré	98
Beindou	98	Guendembou	100	Daro	98		
Fermessadou Pombo	91	Kassadou	100	Fassankoni	96		
Firawa	98	Koundou	98	Kouankan	97		
Gbangbadou	95	Nongoa	100	Koyama	99		
Kissidougou Centre	91	Ouende Kenema	100	Macenta	96		
Kondiadou	99	Tékoulo	100	N'Zébéla	92		
Manfran	92	Temessadou	98	Orémaï	95		
Sangardo	99			Panziazou	99		
Yèndè	99			Sérédou	99		
Yombiro	98			Singbedou	96		
				Vassérédou	94		
				Wattanka	99		
Moyenne	96	Moyenne	100	Moyenne	97	Moyenne	98

Résumé

Gueckédou	100
Zalikhwèlè	98
Macenta	97
Kissidougou	96

